

ALLOCATION DE SOLIDARITÉ AUX PERSONNES ÂGÉES EN FRANCE

Des dizaines de milliers d'Algériens émigrés concernés

Deux ans et demi après la publication en France de l'ordonnance 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse, deux décrets du 12 janvier 2007 mettent enfin en place l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa). La mise en place de l'Aspa modifie en profondeur l'assurance vieillesse non contributive, qui s'adresse aux personnes n'ayant pas suffisamment cotisé pour acquérir des droits propres supérieurs à un montant fixé par les pouvoirs publics : le minimum vieillesse. Des dizaines de milliers d'Algériens émigrés sont concernés.

Nous avons déjà traité de cette question dans l'espace «Retraite» du *Soir d'Algérie* du 16 juillet 2008, peut-être pas suffisamment aux yeux de quelques lecteurs qui nous ont demandé un complément d'information à ce sujet. M. Teraï de Tixeraïne (Alger) souhaiterait savoir à qui s'adresser pour obtenir son droit à l'Aspa, et M. Belahcène Abed de Relizane voudrait savoir si le service chargé de l'Aspa est implanté au sein des Caisses régionales d'assurance maladie. L'Aspa est versée sous condition de résidence et de ressources de la personne ou du ménage. Son montant sera égal à la différence entre le montant des ressources propres du foyer et celui du minimum vieillesse. Elle pourra être servie selon deux modalités différentes. Les caisses de retraite la verseront aux bénéficiaires d'un



Photo : DR.

avantage retraite contributif de base. Lorsque la personne ne relève d'aucun régime d'assurance vieillesse en France, l'al-

location de solidarité sera servie par la Caisse des dépôts. Les décrets cités plus haut fixent le montant maximal de

l'Aspa à 7 323,48 euros par an pour une personne seule et à 13 137,69 euros pour un couple. Depuis le 1^{er} septembre 2008, l'Aspa a été revalorisée de 0,8%. Elle passe ainsi de 628,10 euros à 633,13 euros mensuels pour une personne seule et à 1 135,78 euros pour un couple. L'Aspa peut être attribuée, sous condition de ressources, aux personnes qui n'ont pas suffisamment cotisé aux régimes de retraite pour pouvoir bénéficier d'un revenu suffisant à l'âge de la retraite. L'Aspa remplace une dizaine de prestations qui fusionnent en une allocation unique.

Qui peut en bénéficier ?

Sont concernées : les personnes âgées de 65 ans et plus ; les personnes âgées de 60 à 65 ans et reconnues inaptes au travail ; les personnes seules (célibataires, veuves, divorcées, séparées),

les concubins ou partenaires liés par PACS. Elles doivent : percevoir une pension de retraite ; être de nationalité française, réfugiée, apatride ou posséder un titre de séjour attestant la régularité du séjour en France ; résider en France ou dans un État de l'Union européenne ; avoir des ressources inférieures à un plafond (643,29 euros par mois pour une personne seule et 1126,77 euros par mois pour un couple au 01/01/2008).

La demande est à adresser à la Caisse du régime de retraite de base dont dépend principalement l'assuré, au moyen d'un formulaire. Si vous répondez à ces critères, contactez l'assistante sociale de votre secteur ou votre Cram. (Caisse régionale d'assurance maladie) pour constituer un dossier.

LSR

Références de l'arrêté de revalorisation de 2008

La revalorisation annuelle des pensions pour 2008, légalement effective à compter du 1^{er} mai 2008, n'a été annoncée qu'en septembre 2008. De nombreux lecteurs — à l'image de M. Djerbaoui Mohamed Kamel de Zéralda — souhaitent connaître le contenu exact de l'arrêté ministériel relatif à cette revalorisation, afin de faire valoir tous leurs droits auprès de leur agence CNR. Cet arrêté, signé le 2 septembre 2008, a été publié au *Journal officiel* n° 24 du 24 septembre 2008, JO qui peut être consulté sur le site Internet suivant : <www.joradp.dz>

POINT DE VUE

«Il suffit de rêver» !

Je serai désireux d'abord de connaître la façon de calculer l'IRG selon les nouvelles dispositions de la loi de finances pour 2008 (tranches et taux d'imposition pour chacune d'elles), si toutefois elle est «applicable» aux retraités. De plus, je m'adresse par votre intermédiaire à nos décideurs.

Les retraités n'ont-ils pas le droit de bénéficier de l'embellie financière comme les actifs ? Nous aussi, nous subissons la flambée des prix. N'oubliez pas messieurs que dans une dizaine d'années vous viendrez grossir le rang du second collège. Alors pourquoi ne pas nous «griller» nous aussi comme les actifs ou alors actualisez nos pensions.

Ne vous a-t-on pas recommandé de prendre soin de ces croulants, ces vieux qui sont vos parents ? Comment direz-vous ? Puis-je me permettre de délirer ? Oui ? Alors je propose l'octroi d'une demi-journée de rente pétrolière... (NDLR : s'ensuit un calcul qui, selon notre lecteur, permettrait de collecter 50 milliards de DA en une année), le total à répartir sur les 1,6

million de retraités donnerait une augmentation des pensions de l'ordre de 2 500 DA par mois. Quelle aubaine ! Donc une demi-journée rapporterait 2 500 DA pour chaque famille des 1,6 million de retraités. Quand on veut, on peut et la demi-journée où la trouver ? Tenez, 2008 était une année bissextile (NDLR : comprenant un 29 février), donc une journée de rab. Voilà ! Il suffit de rêver.

On a raison de dire : «Qui calcule tout seul trouvera toujours du surplus.» Encore une fois merci, mon rêve est terminé. Et pour clore, résignons-nous à attendre les 4% de la revalorisation annuelle du mois de mai, revalorisation servie en... novembre !

F. M., un vieil enseignant de Blida

(*) NDLR : Nous avons reçu ce courrier par voie postale il y a quelques mois, le baril valait encore 100 dollars ; aujourd'hui, il atteint péniblement les... 50 dollars.

Courrier des lecteurs

Toujours la confusion entre retraite anticipée et retraite proportionnelle

J'ai l'honneur de bien vouloir vous demander de m'informer sur mes droits. J'ai bénéficié de la retraite anticipée le 1^{er} mai 1998. J'ai travaillé pendant 23 ans dans une société nationale où, à mon départ à la retraite, je n'ai reçu que 5 mois de salaire de «prime».

M. Alleg Dahmane Mechtras, wilaya de Tizi-ouzou

RÉPONSE : Vous avez dû certainement bénéficier d'une retraite proportionnelle à votre demande et non d'une retraite anticipée qui est la conséquence d'une compression d'effectifs et de licenciements. Quant à la prime de départ que vous évoquez, c'est une mesure interne à l'entreprise et qui n'a rien à voir avec le système de retraite.

Heures supplémentaires et calcul de la pension

J'ai 22 ans d'activité dont 4 ans avec heures supplémentaires qui dépassent les 20% du volume horaire : je voudrais savoir comment ces heures supplémentaires sont comptabilisées dans le calcul de ma retraite.

RÉPONSE : Le montant de la pension est calculé sur la base des années d'assurance validées et du salaire de référence qui est le salaire soumis à cotisation de Sécurité sociale. Si votre employeur a intégré ces heures supplémentaires dans votre salaire soumis à cotisation, alors oui, ce volume horaire sera pris en compte dans le calcul de votre pension.

Retraite Casnos et droit des moudjahidine

Je vous saurai gré de bien vouloir m'éclairer sur les dispositions relatives à la retraite Casnos concernant le cas d'espèce suivant. Etant affilié à la Casnos, et à jour de mes cotisations, j'ai demandé à bénéficier des dispositions de la loi n°99/07 relative au moudjahid et au chahid (réduction d'âge pour le départ en retraite). La Casnos n'a jamais répondu et ne m'a pas fait bénéficier des dispositions précitées contrairement à la CNR qui applique ces dispositions en faveur de ses affiliés. Cette discrimination dans l'application de la loi est-elle légale ?

Bencherad Abd-El-krim,
Oum El-Bouaghi

RÉPONSE : Les moudjahidine non-salariés bénéfi-

cient d'une réduction de la durée de travail et de cotisation : une réduction d'âge de 5 ans et une réduction supplémentaire d'une année par tranche d'invalidité de 10%. Ces dispositions légales figurent sur le site Internet de la Casnos (www.casnos.com.dz).

Années de service national

Je suis concerné par le départ en retraite cette année. Ma question : je sais que les années passées au service national ne sont pas validables pour le départ en retraite anticipée. J'ai appris par contre que certains ont réussi à faire valider ces années par décision de justice. Cette décision peut-elle être appliquée pour des cas similaires ? Y a-t-il jurisprudence ?

RÉPONSE : Au risque de nous répéter, la loi relative à la retraite du 2 juillet 1983 — modifiée et complétée — est très claire sur la question de la prise en compte des années du service national dans le calcul de la pension de retraite : uniquement dans le cas du départ à l'âge légal de 60 ans. Nous recommandons à ce lecteur d'éviter de colporter des rumeurs. Sauf s'il peut nous présenter une décision de justice en bonne et due forme pour étayer son «j'ai appris...».